



INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE – FICHE N°5

LA GOUVERNANCE DE L'UNION EUROPÉENNE

La gouvernance de l'Union européenne n'est pas un modèle figé : elle a évolué au fil des traités et elle évoluera sans doute encore avec les élargissements (potentiels) à venir et l'intégration croissante des compétences étatiques.

Reste à savoir si elle s'orientera vers une solution intergouvernementale, dans laquelle les États conservent l'ensemble de leurs prérogatives (ce qui n'est déjà plus le cas en matière de justice ou de monnaie), ou vers une solution fédérale, dans laquelle où une partie de la souveraineté des États est déléguée à l'Union (mais les résistances politiques sont encore nombreuses).

Les deux modalités de gouvernance ont leurs défenseurs et leurs détracteurs, et l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne n'a pas réglé la question puisque la gestion politique de l'UE demeure hybride : le Conseil européen est le représentant des États, le Parlement européen le représentant des citoyens... et c'est pourtant la Commission européenne qui détient l'essentiel du pouvoir exécutif !

Les deux principes de la décision européenne

Depuis le traité de Maastricht (1992), deux principes guident les processus décisionnels de l'UE :

- Le principe de subsidiarité, qui consiste à ne mettre en œuvre que les actions que les États ne pourraient conduire
- Le principe de proportionnalité dégressive, qui privilégie les moyens d'actions les moins contraignants pour les États membres

Le budget de l'Union européenne

L'élaboration et le contrôle du budget de l'Union européenne répondent à des règles strictes qui laissent une large place aux négociations entre Etats. En effet, chaque pays participe au budget de l'UE et reçoit des aides en fonction de sa situation économique et de la richesse de ses habitants, d'où un regard attentif sur les questions budgétaires via le Conseil de l'UE et le Parlement. En Europe comme ailleurs, l'argent est le nerf de la guerre...

Le cadre financier de l'UE est pluriannuel et c'est fin 2013 que les Etats membres ont validé un projet de budget pour la période 2014-2020. Ce cadre financier fixe le budget à 908 milliards d'euros pour la période et vise à répondre à trois grands objectifs très liés aux questions de développement durable :

- Renforcer la croissance et l'emploi
- Encourager une agriculture plus écologique
- Construire une Europe plus respectueuse de l'environnement et plus présente sur la scène internationale

Ainsi, les propositions budgétaires du cadre financier 2014-2020 prévoient un meilleur financement de l'éducation, la formation, la recherche, l'innovation et les relations extérieures.

La procédure législative de l'Union européenne

Dans les domaines où l'UE a des compétences propres, c'est la Commission européenne qui a l'initiative en émettant une directive (ou plus rarement un règlement) qui est ensuite adoptée ou rejetée par le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen.

Si le texte est adopté, les gouvernements des États membres doivent transposer dans un délai imparti cette nouvelle législation au sein de leur droit national (la transposition étant vérifiée par la Cour de justice de l'Union européenne et sanctionnée en cas de manquement avéré).

Dans les domaines où l'UE a des compétences partagées, c'est le Conseil de l'Union européenne qui a la charge de préparer les réunions du Conseil européen, ce dernier adressant ensuite ses conclusions à la Commission européenne, qui doit alors émettre un règlement ou une directive en conséquence. Le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen peuvent enfin adopter ou rejeter le texte.

Si le texte est adopté, les gouvernements des États membres doivent transposer cette nouvelle législation au sein de leur droit national (la transposition étant vérifiée par la Cour de justice de l'Union européenne).